



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité départementale de la Vendée  
135 rue philippe Lebon  
85000 La Roche sur Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr  
Réf Préf : Dossier n° 2017/0291  
Réf DREAL/UD85 : CS – ENV – D.22.0132  
n° GUN : 0006309845

La Roche sur Yon, le 04 avril 2022,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **HOFFMAN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES USINE H1**

VENDEOPOLE VENDEE CENTRE  
Rue Archereau

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement HOFFMAN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES implanté VENDEOPOLE VENDEE CENTRE Rue Archereau 85480 BOURNEZEAU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'action "coup de poing" régionale incendie de la DREAL Pays-de-la-Loire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOFFMAN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES
- VENDEOPOLE VENDEE CENTRE Rue Archereau 85480 BOURNEZEAU
- Code AIOT dans GUN : 0006309845
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société HGCT fabrique des « ciments décarbonés » activés à froid et sans clinkers. Le principe de production est, selon les produits, le mélange d'argiles, de laitier de haut fourneaux, de gypse, de silicates et d'activateurs et de sur-activateur. L'usine de production se compose de silos, tapis et mélangeur le tout dans un bâtiment bardé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action régionale incendie – DREAL Pays-de-la-Loire.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Moyen d'intervention (autres)	Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.2 - §3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens d'intervention (disponibilité - signalement)	Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.1 - §2	/	Sans objet
Moyens d'intervention (vérification)	Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.1 - §3	/	Sans objet
Moyen d'interventions (extincteurs)	Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.2 - §1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux extincteurs sont présents sur le site. Leur date de contrôle a fait l'objet d'un contrôle par sondage sur site. Le poteau d'incendie interne a été contrôlé par l'exploitant, le débit satisfait à la prescription de l'arrêté d'autorisation. Deux poteaux incendies externes sont également présents à proximité du site et satisfont aux débits demandés dans l'arrêté.

L'inspection a constaté que la bâche incendie de 600 m<sup>3</sup> et le rehaussement du bassin de confinement des eaux, prévues dans le dossier de demande d'autorisation de 2021 n'ont pas été mis en place. L'inspection propose un arrêté de mise en demeure pour un retour à la conformité de l'installation sur ces deux points.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Moyens d'intervention (disponibilité - signalement)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.1 - §2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention (disponibilité - signalement)
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence.
<b>Constats :</b> Les extincteurs sont identifiés par des panneaux et sont accessibles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens d'intervention (vérification)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.1 - §3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention (vérification)
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié dont les modalités et les résultats des contrôles sont enregistrés.
<b>Constats :</b> Plusieurs extincteurs intérieurs ont fait l'objet par sondage d'un contrôle de leur étiquette. L'étiquette des extincteurs observés indiquent une vérification en mars 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyen d'interventions (extincteurs)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.2 - §1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen d'interventions (extincteurs)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> L'installation est équipée d'extincteurs situés à proximité des accès des cellules et des portes d'accès. Un panneau d'identification des extincteurs est mis en place. Les accès des extincteurs observés sont dégagés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyen d'intervention (autres)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.2 - §3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyen d'intervention (autres)
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens d'extinction extérieurs identifiés dans l'étude de danger sont les suivants : - une bache de 600 m <sup>3</sup> ; - deux poteaux incendie délivrant 60 m <sup>3</sup> /h chacun situés à moins de 100 m du bâtiment à protéger ; - un poteau interne délivrant 60 m <sup>3</sup> /h situé à 15 m des bâtiments. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour et connus des salariés.
<b>Constats :</b> La bache de 600 m <sup>3</sup> n'a pas été mise en place. Le poteau d'incendie interne est présent (testé le 08/03/2022 - débit de 63 m <sup>3</sup> /h à 1 bar de pression - le rapport de vérification a été transmis par l'exploitant). 2 poteaux extérieurs sont présents sur la voie d'accès à la zone d'activité (PI n°034-0099 - débit de 0 à 1 bar et débit de 60 m <sup>3</sup> /h à 3 bars et PI n°034-0082 - débit de 0 à 1 bar et débit de 60 m <sup>3</sup> /h à 4.1bar).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/05/2021, article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, sont confinés dans un bassin d'orage d'une capacité minimum de 842 m <sup>3</sup> . Le dispositif de confinement est correctement entretenu et régulièrement testé. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le niveau d'eau dans le bassin était très bas voire inexistant. Le dispositif (clapet) de fermeture de l'évacuation a été testé lors de la visite. Le tuyau est au niveau du fond du bassin permettant ainsi l'évacuation des eaux en temps normal (pas d'eau à demeure dans le bassin limitant ainsi le volume disponible pour le confinement - cf constat sur le volume de confinement en place). Le rehaussement du bassin prévu dans le dossier d'autorisation ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2021 n'a pas été réalisé. La capacité du bassin n'a pas été portée à 842 m <sup>3</sup> . Pour ce dernier point l'inspection propose un projet de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription